



Communauté
d'agglomération
Territoires vendômois



Plan local d'urbanisme
de la commune de
Montoire-sur-le-Loir

Pièce n°7 – Servitude d'utilité publique et annexes

Plan local d'urbanisme approuvé par délibération
du conseil municipal du 11 avril 2006

Plan local d'urbanisme modifié par délibérations
du conseil municipal du 23 juin 2008, du 23 juillet
2012, du 16 septembre 2014 et du 4 avril 2016 et
par déclaration de projet du 26 octobre 2017.

Vu pour être annexé à l'arrêté n°TV-ADDUAE-22-
014 de mise à jour du PLU en date du 10 août
2022.

Le vice-président délégué à l'aménagement de
l'espace communautaire,



Philippe MERCIER



Arrêté du 25 mai 2021 modifiant l'arrêté du 24 mars 2014 portant désignation du site Natura 2000 « Coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire-sur-le-Loir » (zone spéciale de conservation)

i Dernière mise à jour des données de ce texte : 14 octobre 2021

NOR : TREL2116282A

JORF n°0239 du 13 octobre 2021

Version en vigueur au 16 juin 2022

La ministre de la transition écologique,
Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, notamment ses articles 3 et 4 et ses annexes I et II ;
Vu la décision d'exécution (UE) 2020/495 la Commission du 24 mars 2020 arrêtant une treizième actualisation de la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique atlantique ;
Vu le code de l'environnement, notamment le I et le III de l'article L. 414-1, et les articles R. 414-1, R. 414-3, R. 414-4, R. 414-6 et R. 414-7 ;
Vu l'arrêté du 16 novembre 2001 modifié relatif à la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages qui peuvent justifier la désignation de zones spéciales de conservation au titre du réseau écologique européen Natura 2000 ;
Vu l'arrêté du 24 mars 2014 portant désignation du site Natura 2000 « Coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire-sur-le-Loir » (zone spéciale de conservation) ;
Vu les avis des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés ;
Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 11 février 2021 au 4 mars 2021, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement,
Arrête :

Article 1

Les 2 cartes au 1/25000 et la carte d'assemblage au 1/50000 annexées au présent arrêté abrogent et remplacent les cartes annexées à l'arrêté du 24 mars 2014 portant désignation du site Natura 2000 "Coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire-sur-le-Loir" (zone spéciale de conservation) FR2400564. L'espace ainsi délimité s'étend dans le département du Loir-et-Cher sur tout ou partie du territoire des communes suivantes : Montoire-sur-le-Loir, Thoré-la-Rochette, Troo.

A modifié les dispositions suivantes :

- Arrêté du 24 mars 2014

Art. Annexe

Article 2

La liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et flore sauvages annexée au présent arrêté abroge et remplace la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et flore sauvages annexée à l'arrêté du 24 mars 2014 portant désignation du site Natura 2000 "Coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire-sur-le-Loir" (zone spéciale de conservation).

A modifié les dispositions suivantes :

- Arrêté du 24 mars 2014

Art. Annexe

Article 3

Les cartes visées à l'article 1er ainsi que la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages visée à l'article 2 peuvent être consultées à la préfecture du Loir-et-Cher, dans les mairies des communes situées dans le périmètre du site, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Centre, ainsi qu'à la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de la transition écologique.

Elles sont également consultables et téléchargeables sur les sites du Bulletin officiel du ministère de la transition écologique (<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/recherche>) et de l'inventaire national du patrimoine naturel hébergé par le Muséum national d'histoire naturelle (<https://inpn.mnhn.fr/accueil/recherche-de-donnees/natura2000>).

Article 4

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 25 mai 2021.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'eau et de la biodiversité,
O. Thibault



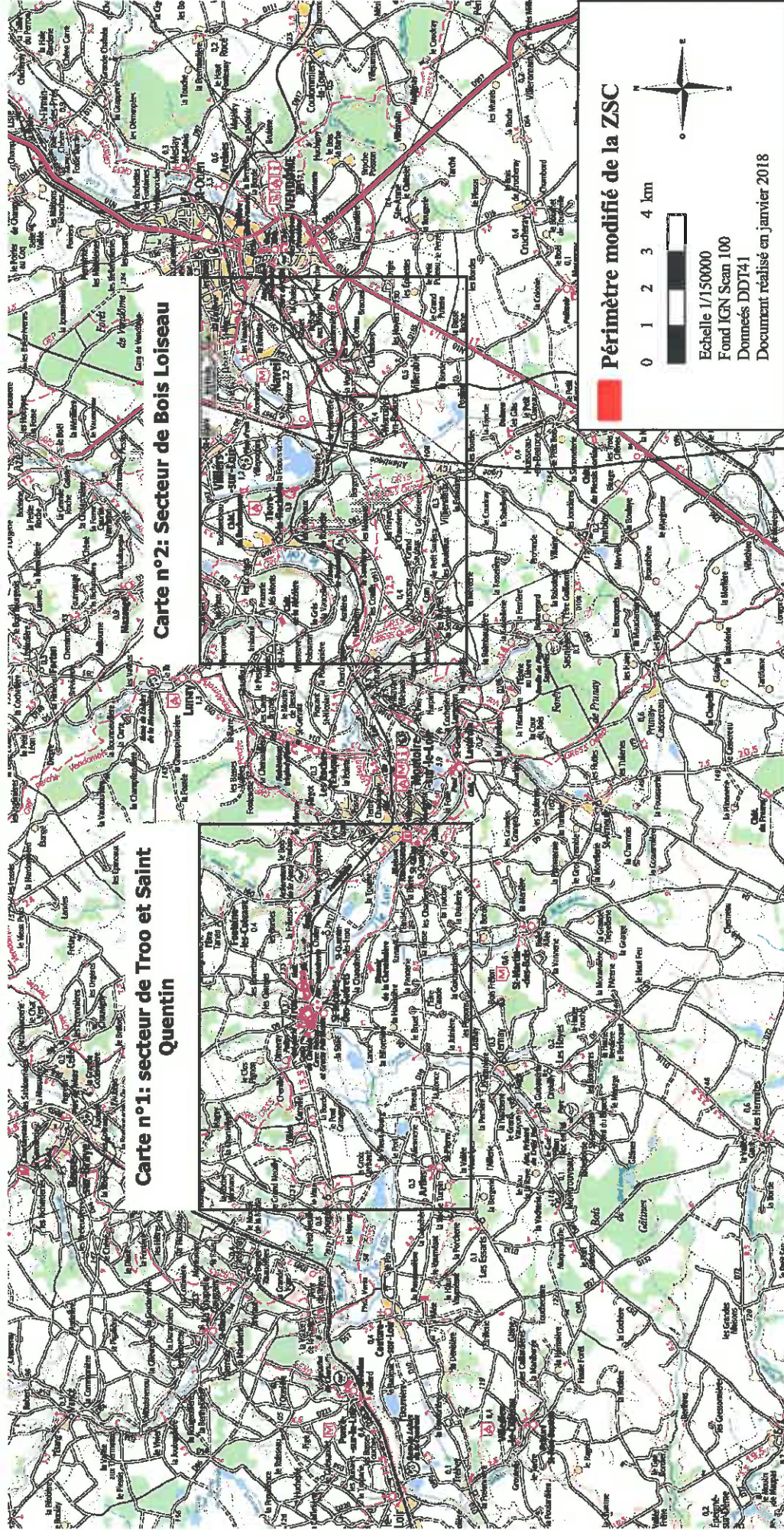
CENTRE

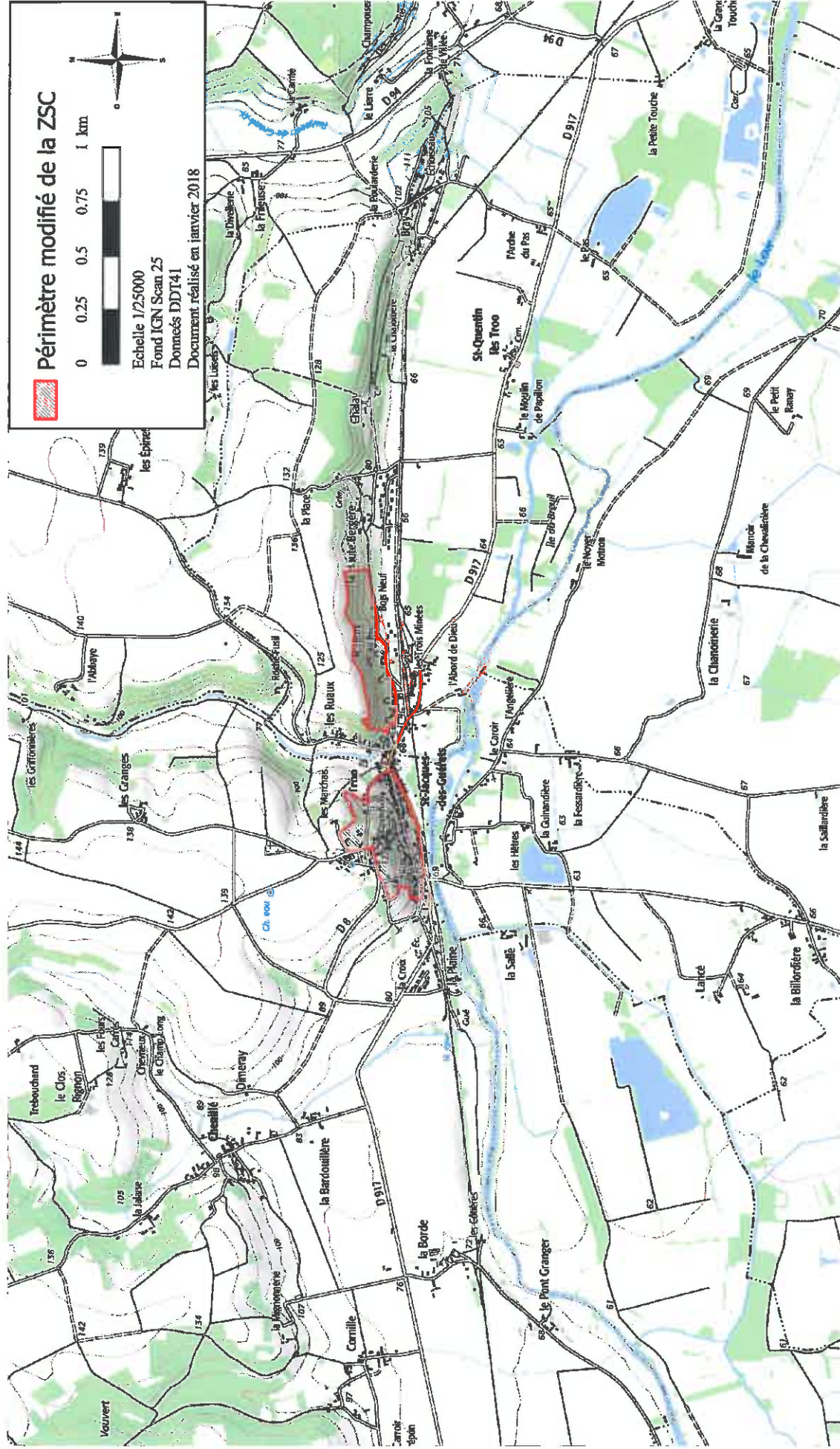
LOIR-ET-CHER

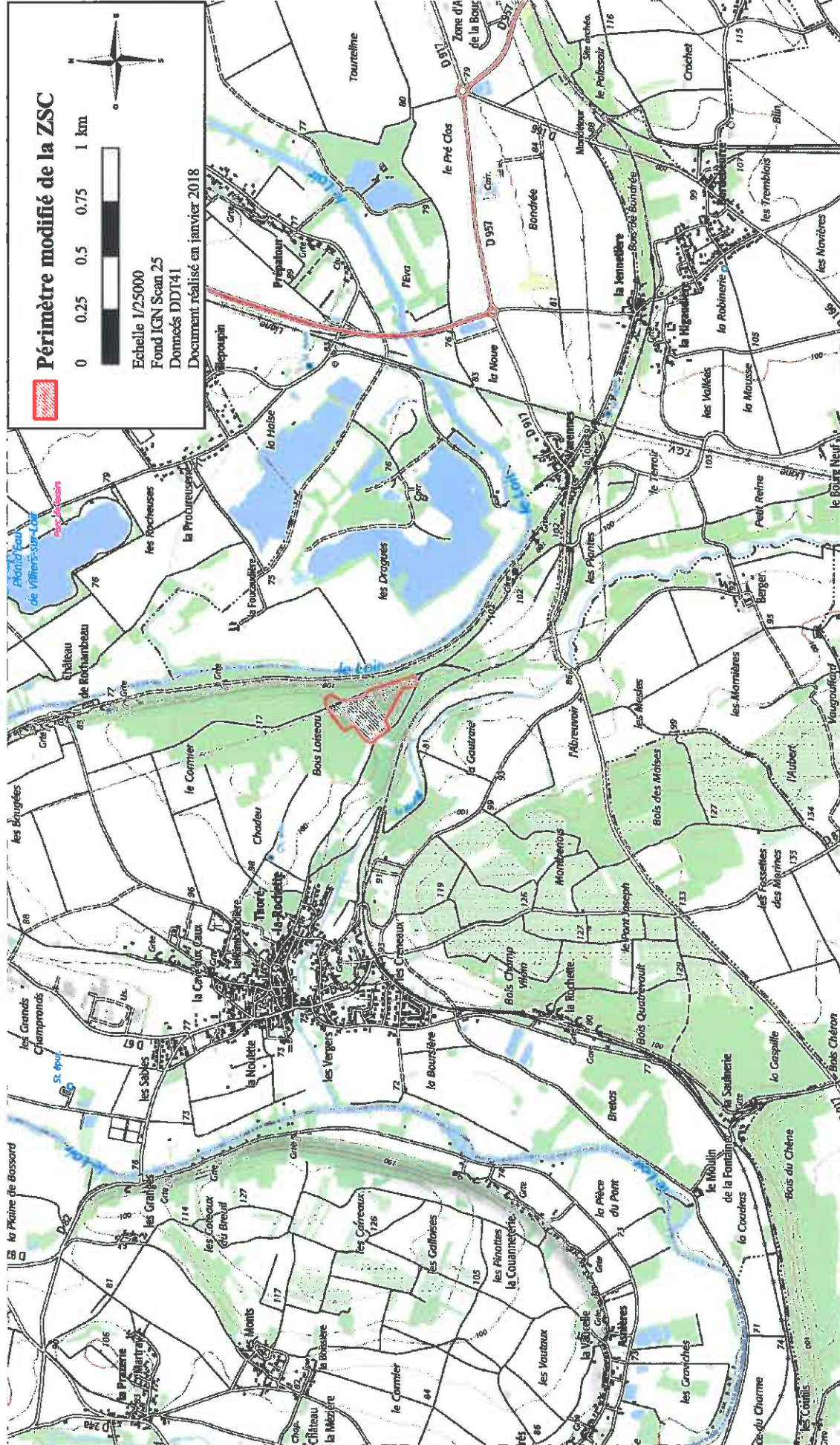
NATURA 2000 - Directive Habitats
Modification de Zone Spéciale de Conservation (ZSC)
COTEAUX CALCAIRES RICHES EN CHIROPTERES DES ENVIRONS DE MONTOIRE-SUR-LE-LOIR
FR2400564

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Carte d'assemblage.









Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
SERVICE EAU ET BIODIVERSITE
Unité Nature Forêt

Affaire suivie par :

Gaëlle DORDAIN ☎ 02.54.55.76.37

✉ gaelle.dordain@loir-et-cher.gouv.fr

ARRÊTÉ N° 2012 118-0002

**Retirant l'arrêté n°2012068-0009 du 8 mars 2012
et fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L414-4 du Code de l'Environnement
des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions
soumis à évaluation des incidences Natura 2000
(1^{ère} liste locale)**

Le préfet de Loir-et-Cher,

VU la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

VU la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L411-3, L414-4 et R414-19 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles R421-1, R421-9, R421-19 et R421-23 ;

VU le code du sport, notamment son article L311-3 ;

VU le code de l'aviation civile, notamment ses articles D233-1 à 8 et D 132-8 à 12 ;

VU le code du patrimoine, notamment ses articles L531-1, L621-9 et L621-27 ;

VU la loi n°2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;

VU l'arrêté du 6 mai 1995 modifié relatif aux aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères ;

Vu l'arrêté n° 2012068-0009 fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à évaluation des incidences Natura 2000 ;

VU les réunions de pré-concertation organisées les 3 et 11 février 2011 ;

VU la réunion de l'instance de concertation pour la gestion du réseau Natura 2000 du 9 mai 2011 ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites réunie dans sa formation « Nature » le 9 mai 2011 ;

VU l'avis du commandant de région terre Nord-Ouest du 15 juin 2011 ;

VU l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel le 21 février 2012 ;

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle est intervenue dans la rédaction de l'arrêté n°2012068-0009 du 8 mars 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir et Cher ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er}:

La liste prévue au 2° du III de l'article L414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à évaluation des incidences Natura 2000 (1^{ère} liste locale) est la suivante :

1. Permis d'aménager

Les travaux, installations, et aménagements suivants soumis à permis d'aménager au titre de l'article R. 421-19 du code de l'urbanisme, situés en tout ou partie en site Natura 2000 et répondant à une des conditions suivantes :

- **situés sur une commune non pourvue d'un PLU approuvé et comprenant une évaluation environnementale,**
- **dans les zones A ou N des PLU avec évaluation environnementale.**
 - a) Les lotissements, qui ont pour effet, sur une période de moins de dix ans, de créer plus de deux lots à construire :
 - lorsqu'ils prévoient la réalisation de voies ou espaces communs ;
 - ou lorsqu'ils sont situés dans un site classé ou dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité ;
 - c) La création ou l'agrandissement d'un terrain de camping permettant l'accueil de plus de vingt personnes ou de plus de six tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs ;
 - d) La création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs prévu au 1° de l'article R. 111-34 ou d'un village de vacances classé en hébergement léger prévu par l'article L.325-1 du code du tourisme ;
 - e) Le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs existant, lorsque ce réaménagement a pour objet ou pour effet d'augmenter de plus de 10 % le nombre des emplacements ;
 - g) L'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés ;
 - h) L'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares ;
 - i) L'aménagement d'un golf d'une superficie supérieure à vingt-cinq hectares ;
 - j) Lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins cinquante unités les aires de stationnement ouvertes au public, les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs ;
 - k) A moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à deux hectares.

Sont exemptés de ces dispositions les projets ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 au titre d'une autre réglementation.

2. Déclaration préalable de travaux, installations et aménagements

Les travaux, installations et aménagements suivants soumis à déclaration préalable au titre de l'article R. 421-23 du code de l'urbanisme, situés en tout ou partie en site Natura 2000 et répondant à une des conditions suivantes :

- **situés sur une commune non pourvue d'un PLU approuvé et comprenant une évaluation environnementale,**
- **dans les zones A ou N des PLU avec évaluation environnementale.**
 - a) Les lotissements autres que ceux mentionnés au a. de l'article R. 421-19, pour des unités foncières d'une surface supérieure ou égale à 5 000 m²,
 - e) Lorsqu'ils sont susceptibles de contenir de 10 à 49 unités, les aires de stationnement ouvertes au public, les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes,
 - f) A moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m²,
 - k) Les aires d'accueil des gens du voyage.

Sont exemptés de ces dispositions, les projets ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 au titre d'une autre réglementation.

3. Déclaration préalable

Les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est supérieure ou égale à trois kilowatts et inférieure ou égale à deux cent cinquante kilowatts, quelle que soit leur hauteur, soumis à déclaration préalable au titre de l'article R. 421-9 du code de l'urbanisme, situés en tout ou partie en site Natura 2000.

4. Permis de construire

Les constructions nouvelles soumises à permis de construire au titre de l'article R. 421-1 du code de l'urbanisme, ayant une emprise au sol supérieure à 1 000 m², situées en tout ou partie en site Natura 2000 et répondant à une des conditions suivantes :

- **situés sur une commune non pourvue d'un PLU approuvé et comprenant une évaluation environnementale,**
- **dans les zones A ou N des PLU avec évaluation environnementale.**

Sont exemptés de ces dispositions les projets ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 au titre d'une autre réglementation.

5. Zones de développement de l'éolien

Les zones de développement de l'éolien mentionnées à l'article 10-1 de la loi 2000-108 du 10 février 2000 modifiée, situées en tout ou partie dans un site Natura 2000 désigné au titre de la directive Oiseaux ou dans le site « Coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire » ou dans un rayon de 3 kms autour de ces sites.

6. Plan départemental des espaces, sites et itinéraires

Le plan départemental des espaces, sites et itinéraires défini à l'article L. 311-3 du code du sport.

7. Dérogations à l'interdiction d'introduction d'espèces exogènes

Les dérogations à l'interdiction d'introduction d'espèces animales ou végétales exogènes dans le milieu naturel à des fins agricoles, piscicoles ou forestières ou pour des motifs d'intérêt général prévues au II de l'article L. 411-3 du code de l'environnement, sur tout le territoire départemental.

8. Hélistations

Les hélistations destinées au transport de public à la demande soumises à autorisation au titre de l'article 7 de l'arrêté du 6 mai 1995 et situées en tout ou partie en site Natura 2000.

9. Aérodromes à usage privé

Les aérodromes à usage privé soumis à autorisation au titre des articles D233-1 à 8 du code de l'aviation civile et situés en tout ou partie en site Natura 2000.

10. Aires d'envol et d'atterrissage

Les aires d'envol et d'atterrissage des ULM, montgolfières, hydravions et planeurs soumises à autorisation au titre des articles D. 132-8 à 12 du code de l'aviation civile et situées en tout ou partie en site Natura 2000.

11. Fouilles archéologiques terrestres

Les fouilles archéologiques soumises à autorisation au titre de l'article L. 531-1 du code du patrimoine et situées en tout ou partie en site Natura 2000.

12. Travaux sur monuments historiques

Les travaux sur monuments historiques soumis à autorisation au titre du 1er alinéa de l'article L621-9 du code du patrimoine et à déclaration au titre de l'article L621-27 de ce même code, pour les monuments situés en tout ou partie dans le site « Coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire ».

Article 2 :

L'arrêté n°2012068-0009 du 8 mars 2012 est retiré.

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 du présent arrêté sont applicables aux demandes d'autorisation et aux déclarations déposées à compter du 8 mai 2012.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 :

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

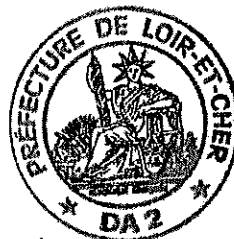
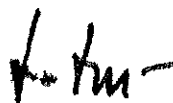
Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet de Loir-et-Cher, ou d'un recours hiérarchique adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, les sous-préfets des arrondissements de VENDOME et ROMORANTIN LANTHENAY, les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur régional de l'aviation civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le 27 AVR. 2012

Le préfet,



Gilles LAGARDE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
SERVICE EAU ET BIODIVERSITE
Unité Nature Forêt

Affaire suivie par :

Gaëlle DORDAIN ☎ 02.54.55.76.37

✉ gaelle.dordain@loir-et-cher.gouv.fr

ARRÊTÉ N° 2012 209-0016

fixant la liste prévue au IV de l'article L414-4 du Code de l'Environnement des documents de planification, projets, manifestations et interventions soumis à évaluation des incidences Natura 2000 (2^{ème} liste locale)

Le préfet de Loir-et-Cher,

VU la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

VU la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L414-4 et R414-19 et suivants ;

VU la réunion de l'instance de concertation pour la gestion du réseau Natura 2000 du 3 février 2012 ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites réunie dans sa formation « Nature » le 3 février 2012 ;

VU l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel le 21 mai 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir et Cher ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} :

La liste prévue au IV de l'article L414-4 du code de l'environnement des documents de planifications, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à évaluation des incidences Natura 2000 (2^{ème} liste locale) est la suivante :

1. Création de voie forestière

Création de voie forestière permettant le passage de camions grumiers lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Sologne » et ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois » : sont concernées les créations ex nihilo et les élargissements avec empiérement de voies existantes ;
- ZSC « Chambord » et ZSC « Bois de Sudais » : sont concernées les créations ex nihilo, les élargissements avec empiérement et les empièvements sans élargissement de voies existantes.

Cette disposition ne s'applique pas aux voies dont la réalisation est prévue dans un document de gestion forestière (aménagement forestier ou plan simple de gestion) présentant des garanties de gestion durable conformes aux dispositions réglementaires en vigueur, sous réserve que la desserte prévue soit suffisamment précisée (localisation et caractéristiques techniques) dans le document de gestion et que les travaux soient strictement conformes à ceux prévus dans ce même document de gestion.

2. Création de voie de défense des forêts contre l'incendie

Création de voie de défense des forêts contre l'incendie lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Chambord »
- ZSC « Bois de Sudais »
- ZSC « Sologne »
- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »

Cette disposition ne s'applique pas aux voies dont la réalisation est prévue dans un document de gestion forestière (aménagement forestier ou plan simple de gestion) présentant des garanties de gestion durable conformes aux dispositions réglementaires en vigueur, sous réserve que la desserte prévue soit suffisamment précisée (localisation et caractéristiques techniques) dans le document de gestion et que les travaux soient strictement conformes à ceux prévus dans ce même document de gestion.

3. Création de place de dépôt de bois

Création de place de dépôt de bois nécessitant une stabilisation du sol lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Chambord »
- ZSC « Bois de Sudais »
- ZSC « Sologne »
- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »

Cette disposition ne s'applique pas aux places de dépôt dont la réalisation est prévue dans un document de gestion forestière (aménagement forestier ou plan simple de gestion) présentant des garanties de gestion durable conformes aux dispositions réglementaires en vigueur, sous réserve que la place de dépôt prévue soit suffisamment précisée (localisation et caractéristiques techniques) dans le document de gestion et que les travaux soient strictement conformes à ceux prévus dans ce même document de gestion.

4. Premiers boisements

Premiers boisements d'une superficie supérieure à 0,5 ha d'un seul tenant lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »
- ZSC « Vallée de la Cisse »
- ZPS « Prairies du Fouzon »

5. Retournement de prairies permanentes ou temporaires de plus de cinq ans ou de landes

Retournement de prairies permanentes ou temporaires de plus de cinq ans ou de landes lorsque le retournement est prévu en tout ou partie à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »
- ZPS « Prairies du Fouzon »

Cette disposition ne concerne que les prairies déclarées à la PAC.

Cette disposition ne s'applique pas à l'entretien nécessaire au maintien de la prairie ou de la lande.

6. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblai de zones humides ou de marais

Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais d'une superficie supérieure à 100 m² pour la partie de la réalisation prévue à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »
- ZPS « Prairies du Fouzon »
- ZSC « Vallée de la Cisse »

Cette disposition ne concerne pas l'entretien courant ou la remise en état des fossés.

7. Réalisation de réseaux de drainage

Réalisation de réseaux agricoles de drainage d'une superficie supérieure à 1 hectare pour la partie de la réalisation prévue à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants, ou dont le point de rejet se situe dans l'un des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »
- ZPS « Prairies du Fouzon »

8. Travaux ou aménagements sur des parois rocheuses ou des cavités souterraines

Travaux ou aménagements sur des parois rocheuses ou des cavités souterraines lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un des sites Natura 2000 suivants :

- Pré-SIC « Coteaux calcaires des environs de Montoire-sur-le-Loir »
- ZSC « Vallée du Cher, forêt de Grosbois »

9. Arrachage de haies

Arrachage de haie, lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur du site Natura 2000 suivant :

- ZPS « Prairies du Fouzon »

Article 2 :

Les dispositions de l'article 1 du présent arrêté sont applicables deux mois après la date de signature de cet arrêté.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 :

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet de Loir-et-Cher, ou d'un recours hiérarchique adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, les sous-préfets des arrondissements de VENDOME et ROMORANTIN LANTHENAY, les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le 27 JUL 2012

Le préfet,


Gilles LAGARDE

